

Canal d'irrigation d'Escouloubre.

Projet de décret.

Art. I^{er}. — La commune d'Escouloubre (Aude) est autorisée à construire un canal dérivé de la rivière d'Aude, pour servir à l'irrigation d'une partie de son territoire, en suivant le tracé figure en rouge sur le plan dressé par les Ingénieurs des Ponts et Chaussées du département de l'Aude, en date des 7-17 Juin 1867, ci-dessus visé, lequel restera annexé au présent décret.

D'après ce tracé, le canal prendra son origine, dans la rivière d'Aude, à 1350 mètres du col du Comte, et sera établi dans le département de l'Ariège, sur une longueur de 4900 mètres.

A sa rencontre avec le ruisseau de Las Boumes, c'est-à-dire à 8290 mètres de l'origine le canal se bifurquera, de manière à donner naissance à deux branches dont l'une passant aux cols de Carcanières, de la Serre et des Moulis, sera affectée à l'arrosage de la portion Ouest de la commune, et l'autre franchissant le col de la Vène, desservira la partie Est de la même commune.

Art. II. — La construction de ce canal est déclarée d'utilité publique. En conséquence, la commune d'Escouloubre est investie de tous

(*) Les travaux autorisés comprennent, en outre, l'établissement des rigoles principales ou canaux secondaires dont le tracé sera fixé ultérieurement par le ministre des travaux publics, sur la présentation d'un projet soumis à son approbation.

les droits que la loi du 3 Mai 1841 confère à l'Administration, pour l'exécution des travaux publics, comme aussi de tous les droits et privilèges que les lois et règlements accordent aux entrepreneurs de travaux publics et à l'Administration elle-même, en demeurant soumise à toutes les obligations qu'imposent ces lois et règlements, et à charge par elle de payer toutes les indemnités pour dommages résultant des travaux et dont le montant, en cas de désaccord, sera réglé par le conseil de Préfecture, sauf recours au conseil d'Etat.

Art. III. — Le volume d'eau à dériver de l'Aude, pour l'alimentation du canal est fixé à 1000 litres par seconde. Les dispositions de la prise d'eau et des ouvrages régulateurs ayant pour objet de limiter ce volume d'eau, seront arrêtées par le Ministre des travaux publics, sur un projet présenté par la commune d'Escouloubre.

Art. IV. — Dans tous les points, où par suite de l'établissement du canal, les communications existantes se trouveraient interceptées et notamment à la rencontre des passages servant aux bestiaux qui vont à la dépaissance dans les montagnes du Capcir, il sera construit les ponts ou aqueducs nécessaires, aux frais de la commune d'Escouloubre qui sera tenue, en outre, de prendre toutes les mesures pour que les communications n'éprouvent ni interruption ni entraves pendant l'exécution des travaux.

Art. V. — La commune d'Escouloubre sera

tenue aussi de rétablir et d'assurer à ses frais, l'écoulement de toutes les eaux dont le cours serait arrêté, suspendu ou modifié par les travaux du canal, au moyen d'aqueducs à la rencontre des ravins ou ruisseaux. Il sera aussi établi toutes les vannes de débordement nécessaires pour maintenir le plan d'eau du canal pendant les fortes pluies, en contrebas du franc-bord. Les dimensions de ces aqueducs et de ces vannes seront fixées par l'Administration départementale sur l'avis des Ingénieurs.

Des gardes seront préposés à la manœuvre des vannes de débordement, en temps de pluie.

Un franc-bord bordera le canal et ses branches principales, sur toute la longueur; sa largeur en couronne sera de 1 mètre au moins.

Il sera pris, en outre, toutes les dispositions nécessaires pour arrêter, autant que possible, le versement d'eau et les filtrations qui pourraient se produire et nuiraient aux parties basses du territoire, sans préjudice de toutes les indemnités dues pour dommages de cette nature.

Art. VI. — Le canal entier, ses branches et toutes ses dépendances telles que franc-bords, ponceaux, aqueducs, vannes de débordement, etc. seront constamment entretenus en bon état, par la commune d'Escloubre ou par les usagers constitués à cet effet en association syndicale; à défaut de quoi, il y sera pourvu d'office et à leurs frais, sur des rôles rendus exécutoires par le Préfet du département de l'Aude.

Art. VII. — La commune d'Escloubre pourra faire exécuter les travaux par des agents de son choix, mais en restant soumise au contrôle et

à la surveillance des Ingénieurs du département de l'Aude, et à l'autorité préfectorale de ce département pour toute l'étendue du canal.

Art. VIII. — Des règlements émanés de l'autorité préfectorale, rendus, après que la commune et les propriétaires arrosants auront été entendus, détermineront les mesures et les dispositions nécessaires pour assurer le bon emploi et la distribution équitable des eaux du canal dans toute son étendue.

Ces règlements détermineront la forme, les dimensions et l'emplacement des vannes de distribution ou d'arrosage dont la manœuvre serait confiée à des gardes institués, à cet effet, ainsi que la division en sections de la partie du territoire soumise à l'irrigation avec les jours et heures de l'arrosage de chacune d'elles.

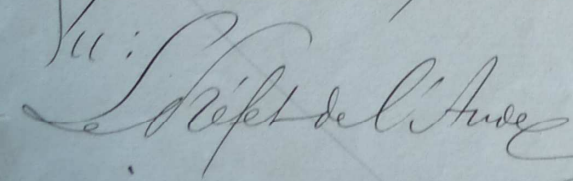
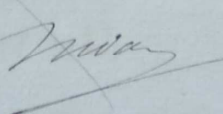
Art. IX. — Pour subvenir aux frais d'entretien du canal et de ses dépendances, il sera établi au profit de la commune une taxe d'arrosage, fixée au maximum à raison de deux francs par hectare.

Art. X. — La contribution foncière sera établie en raison de la surface des terrains occupés par le canal et ses dépendances; la cote en sera calculée conformément à la loi du 25 Avril 1803.

Art. XI. — Faute par la commune d'Escloubre d'avoir achevé le canal, et les rigoles principales, dans le délai de cinq ans, à dater de la notification du présent décret, elle encourra de plein droit la déchéance de la concession.

Fait et proposé par l'Ingénieur en Chef du département de l'Aude soussigné.

Carcassonne le 13 Juin 1870

Vu: 
Préfet de l'Aude
Vu: 
Maire de la commune